

La Colombie vit sous un régime de terreur

12 janvier 2012 / [Colectivo por la paz con justicia](#)

« Depuis le 7 août 2010 ont été impunément assassinés 36 défenseurs des droits de l'homme, 18 leaders agricoles qui exigeaient la restitution des terres enlevées par la violence aux paysans et 28 syndicalistes ». Les violations des droits de l'homme visent souvent à faciliter l'exploitation minière ou la grande exploitation agricole.

Combien de douleur, de larmes, de spoliations, de disparitions, de prisonniers politiques et de tortures, faudra-t-il encore endurer pour que le monde cesse de se faire le complice du régime colombien ? Les chiffres des assassinés, torturés, emprisonnés et disparus, les lois qui assurent l'impunité de l'appareil paramilitaire, la soumission aux multinationales et les spoliations ininterrompues, démontrent clairement les intentions génocidaires du gouvernement.

Un peu plus d'une année après l'arrivée au pouvoir de l'actuel président de Colombie,

Juan Manuel Santos, nous faisons un bref constat de la situation dramatique des droits de l'homme sous son gouvernement. Les violations des droits de l'homme sont en constante augmentation, de même que l'agression systématique de la population par les instruments légaux (force publique) et illégaux (organisation paramilitaire).

Depuis le 7 août 2010 ont été impunément assassinés 36 défenseurs des droits de l'homme, 18 leaders agricoles qui exigeaient la restitution des terres enlevées par la violence aux paysans et 28 syndicalistes, tandis que des milliers d'autres ont été menacés de mort. Des dizaines d'opposants politiques sont également morts assassinés ou portés disparus, qu'ils aient été affiliés à des partis de gauche ou qu'ils aient appartenu à des organisations communautaires, à des mouvements porteurs de revendications touchant au social, à l'habitat, à des organisations étudiantes, etc.

Les militants du Parti Communiste et ceux du Pôle Démocratique se font tuer : le PDA a déclaré que dans les 90 premiers jours du gouvernement de Santos, 50 opposants politiques ont été assassinés et que l'extermination se poursuit.

Les membres de 12 compagnies de théâtre de Bogotá ont été menacés de mort s'ils ne cessaient pas de faire du théâtre social : ces menaces sont proférées par l'appareil paramilitaire qui leur a fait savoir qu'il les achèverait « *un par un* » car, selon cet instrument de la terreur étatique, agissant dans l'ombre de l'illégalité et avec le consentement total de la force publique, les gens de théâtre et les artistes « *veulent s'ériger en défenseurs des droits de l'homme et s'opposent à la politique de notre gouvernement* ».

« En Colombie, même nous, les marionnettes, sommes signalées comme terroristes !

»

La persécution des étudiants s'accroît, et au lendemain des gigantesques manifestations estudiantines contre la privatisation, les universités du pays ont été tapissées de menaces de mort contre les étudiants, dans lesquelles les paramilitaires précisent qu'ils les assassineront « *un par un, liste en main* ». Ces menaces ont été peintes sous le nez des

rectorats et des autorités : la répression contre les étudiants a déjà coûté la vie à nombre d'entre eux, depuis l'arrivée de Santos au pouvoir.

Les dramatiques déplacements forcés de personnes s'amplifient et il y a de fortes probabilités que les communautés vivant dans les zones convoitées par les multinationales soient déplacées, comme celle de Marmato, dont le curé a été assassiné le 1^{er} septembre 2011 parce qu'il était à la tête de l'opposition à la multinationale aurifère Medoro, qui fait pression sur la communauté depuis 2009.

La multinationale canadienne Medoro Resources, fusionnée avec la Gran Colombia Gold, a mis en place un énorme projet d'exploitation de l'or à ciel ouvert, ce qui implique la disparition du village de Marmato et le déplacement de toute sa population. Le prêtre de Marmato avait dénoncé, peu de jours avant son assassinat, les pressions exercées sur lui par la multinationale afin qu'il déplace sa paroisse : *« il avait déclaré, peu de jours avant d'être assassiné, que son opposition au développement d'un important projet d'extraction d'or dans sa paroisse pourrait lui coûter la vie »*.

La disparition forcée de personnes est en augmentation. Les meurtres de civils par les militaires, comme les mal nommés *« falsos positivos »* se poursuivent, avec au moins 29 nouveaux cas documentés l'année dernière. Les emprisonnements d'opposants et de défenseurs des Droits de l'Homme, victimes des montages judiciaires de l'Etat, se multiplient. La situation est dramatique dans les prisons où pourrissent littéralement des milliers de prisonniers politiques, qui subissent des conditions aberrantes de réclusion et des tortures réitérées, comme l'OMCT (Organisation mondiale contre la torture) le dénonce. Depuis le début de 2011, 7 prisonniers politiques sont décédés à la suite de tortures et du refus d'une aide médicale.

Le rapport d'août 2011 de la Coalition colombienne contre la torture précise que celle-ci s'étend à toute la population colombienne et que l'État en est directement responsable à 91 % ; la torture par violence sexuelle est une pratique qui se développe dramatiquement, y compris à l'égard des enfants, garçons et filles : *« Dans les 107 cas dans lesquels on a pu identifier l'auteur du crime de violence sexuelle, il s'est avéré que les agents de l'État étaient responsables de 98,14 % d'entre eux. »*

Le régime colombien détient le « *record* » de prisonniers politiques, avec plus de 7 500 prisonniers politiques, dont 90 % sont des civils. Des rapports récents soulignent que le chiffre de 7 500 détenus politiques, bien qu'il soit déjà scandaleux, serait sous-évalué, car étant donné l'augmentation des emprisonnements arbitraires ces dernières années, les chiffres atteindraient 9 500 détenus politiques, rendus totalement invisibles.

Les atteintes aux droits de l'homme se multiplient, avec la poursuite de la stratégie paramilitaire de l'Etat et des multinationales : il s'agit de groupes narco-paramilitaires dont l'existence est niée devant les caméras par le gouvernement -qui, par un subterfuge, les rebaptise « *bandes criminelles émergentes* » (BACRIM)- tandis que ces groupes poursuivent, en collusion avec la force publique, leur pratique criminelle dans tout le pays et profitent des nouvelles lois d'impunité, récemment promulguées par le gouvernement Santos.

Quelques chiffres du terrorisme d'Etat en Colombie

Les militaires colombiens sont les mieux armés du monde par les USA, avec Israël et l'Égypte : une armée génocidaire, celle-là même qui derrière le bataillon de la Fuerza Omega del Plan Colombia, possède la plus grande fosse commune du continent, avec 2 000 cadavres de disparus.

Pour justifier ses gigantesques budgets, l'armée colombienne pratique le meurtre de civils et, en ayant recours à de macabres montages militaro-médiatiques, elle présente ensuite les cadavres comme des « *guérilleros abattus au cours d'un combat* ». Ces « *faux positifs* » (voir NDT), sont choisis dans la population rurale ou dans celle des quartiers périphériques les plus pauvres, mais on trouve également parmi eux des syndicalistes et des opposants. Il y a au moins 3 200 cas documentés de ces meurtres de civils ; l'impunité représente 99 % des auteurs matériels et 100 % des auteurs intellectuels de cette pratique.

60 % des syndicalistes assassinés dans le monde le sont en Colombie, par la force publique ou l'organisation paramilitaire des multinationales et de l'Etat.

Le crime d'Etat par la disparition forcée est un autre terrible « *record* » de la « *démocratie* » colombienne, qui surpasse les chiffres de torture et de disparition forcée des dictatures du Cône Sud : l'ONU reconnaît au moins 57 200 disparus, la Commission de Recherche a chiffré à 62 000 les disparus (août 2011), les victimes réclament environ 250 000 personnes disparues : dans les trois dernières années, les organes de répression de l'Etat colombien ont fait disparaître 38 255 personnes (Rapport de la Médecine Légale).

La Colombie est le pays avec le plus de déplacés au monde : 5,2 millions de personnes déplacées de manière violente par les forces paramilitaires et leurs massacres (Asentamiento Jardín Oasis, quartier de peuplement de déplacés à Medellin, Manrique Oriental, Colombie, 1999)

La Colombie est le pays dans lequel il y a le plus de déplacés au monde, avec le Soudan : 5,2 millions de personnes déplacées de force (12) par l'organisation paramilitaire et ses massacres, dans le but d'offrir les terres ainsi « *libérées* » à la grande propriété rurale et aux multinationales : 40 % du territoire colombien est demandé en concession par des multinationales minières.

Pendant que l'opposition et la pensée critique se font massacrer, l'impunité des organes de répression génocidaires dépasse l'imaginable : récemment le gouvernement de Juan Manuel Santos a voté une loi qui gracie plus de 31 000 paramilitaires (Loi 1424).

Source : [Tlaxcala](#), avec les références précises des faits allégués.

Lire aussi : *Des peuples indiens de Colombie menacés d'extinction*

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-Colombie-vit-sous-un-regime-de>